



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**

## **Arrêté préfectoral prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine**

**Le préfet de la région Bretagne,  
préfet d'Ille-et-Vilaine,**

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1 et suivants ;

**VU** le code de la santé publique, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**VU** la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Emmanuel BERTHIER préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2021 portant délégation de signature à Ludovic GUILLAUME, sous-préfet de l'arrondissement de Rennes, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2021 prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'avis du directeur de l'ARS du 16 décembre 2021 ;

**VU** les avis des élus locaux et des parlementaires recueillis lors du comité de concertation du 17 décembre 2021 ;

**Considérant** que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux de ce nouveau coronavirus ;

**Considérant** qu'à compter du 2 juin 2021, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, prendre un certain nombre de mesures définies à l'article L. 3131-15 du code de la santé publique aux seules fins de garantir la santé publique, ces mesures devant être strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2021-699 susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites « barrières », doivent continuer à être observées en tout lieu et toute circonstance ;

**Considérant** que par l'article 1<sup>er</sup> de ce même décret, le Premier ministre a habilité le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent, dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par ledit décret ;

**Considérant** que dans le seul objectif de protection de la santé publique et afin de réduire les risques de transmission de la Covid-19, le préfet d'Ille-et-Vilaine a prolongé à plusieurs reprises l'obligation générale de port du masque ; que l'amélioration de la situation sanitaire dans le département d'Ille-et-Vilaine à la fin du mois de juin et en particulier la baisse du nombre de cas positifs détectés quotidiennement ont cependant permis de réévaluer les mesures nécessaires pour faire face à la gestion de l'épidémie et de mettre fin à l'obligation générale de port du masque ;

**Considérant** que le département d'Ille-et-Vilaine s'inscrit à nouveau dans une hausse de son taux d'incidence depuis le 6 octobre 2021, passant de 39,3 cas pour 100 000 habitants à 352,6 cas pour 100 000 habitants le 16 décembre 2021, soit au-dessus du seuil d'alerte maximale fixé à 250 cas pour 100 000 habitants, marquant ainsi une reprise épidémiologique ;

**Considérant**, en outre, que les données hospitalières traduisent une activité soutenue au regard du nombre significatif de patients hospitalisés, à savoir 183 personnes dont 25 en réanimation le 16 décembre 2021 dans le département ;

**Considérant** qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système hospitalier départemental ;

**Considérant** que le plan blanc régional a été déclenché le jeudi 16 décembre 2021 ;

**Considérant** que les lieux à forte densité de population et les zones de contact prolongé sont propices au brassage et ne permettent pas le respect des mesures barrières, en particulier le respect de la distance d'un mètre entre chaque personne exigé par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin modifié ;

**Considérant** que les opérations commerciales liées aux fêtes de fin d'année sont de nature à augmenter la fréquentation des commerces, fragilisant ainsi le respect des gestes barrières ;

**Considérant** que le contact prolongé entre personnes est de nature à favoriser la transmission du virus par voie aéroportée ;

**Considérant** que le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, dans son avis du 16 décembre 2021, recommande de conserver l'obligation du port de masque en extérieur dans les situations propices à la circulation du virus sur les lieux caractérisés par une concentration de la population ne permettant pas de garantir une distanciation sociale avec des temps de contact prolongés ;

**Considérant** que les marchés de plein air, marchés de Noël, brocantes, braderies, trocs, puces, vide-greniers, ventes au déballage, les rassemblements ainsi que certains établissements

recevant du public en ce qu'ils regroupent une forte densité de personnes, présentent un risque accru de propagation du virus Covid-19 dans le département ;

**Considérant** la nécessité qui s'attache à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public ;

**Sur proposition** de Monsieur le secrétaire général,

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2021 susvisé prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine est abrogé.

**Article 2** – Sur tout le territoire du département, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus, dans les espaces suivants :

- marchés de plein air, marchés de Noël, brocantes, braderies, trocs, puces, vide-greniers, ventes au déballage ;
- files d'attente aux abords des commerces et des centres commerciaux ;
- rassemblements revendicatifs, culturels, cultuels, sportifs ou festifs organisés sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public ;
- aux abords des établissements scolaires dans un rayon de 50 m aux heures d'entrée et de sortie.

**Article 3** – Le port du masque est obligatoire pour toute personne de 6 ans et plus dans les cours de récréation des établissements scolaires à partir du niveau élémentaire.

**Article 4** – Le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus dans les rues et chemins, y compris les remparts, constituant l'intra-muros de Saint-Malo jusqu'au 2 janvier 2022 inclus ainsi que du vendredi 7 janvier, 18 h au dimanche 9 janvier, 24 h.

**Article 5** – Le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus sur le territoire de la commune de Rennes dans le périmètre délimité par les rues suivantes :

- rue Legraverend, rue de l'Hôtel Dieu, place Saint-Jean de Eudes, rue Lesage ;
- rue Général Guillaudot, contour de la Motte, rue Gambetta, pont Pasteur, avenue Jean Janvier ;
- place de la Gare, boulevard de Beaumont, boulevard du Colombier, boulevard de la Tour d'Auvergne, place de Bretagne, quai Saint-Cast, boulevard de Chezy (jusqu'au croisement de la rue Legraverend) ;

et dans les espaces suivants :

- rue Saint-Hélier, boulevard Solférino, Gare, esplanade Nord de la Gare.
- mail François Mitterrand, section quai Saint-Cast - rue Vaneau ;
- place du Maréchal Foch.

**Article 6** – Lors des rencontres de football, le port du masque est obligatoire, pour toute personne à partir de 11 ans circulant dans les espaces publics aux abords du stade « Roazhon Park ».

Le périmètre concerné est délimité par les rues suivantes :

- rue de Lorient au niveau de la section moulin du comte/rocade Ouest ;
- rue Moulin du Comte ;

- quai Eric Tabarly au niveau de la section passerelle de la ralentie/rue moulin du Comte ;
- passerelle de la Ralentie ;
- quai Tabarly au niveau de la section allée Louis Lucipia / rue Moulin du Comte ;
- allée Louis Lucipia au niveau de la section quai d'Auchel/quai Tabarly.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toute personne se trouvant dans le périmètre susmentionné, qu'elle y demeure statique ou en mouvement, 2 h avant le début de la rencontre et jusqu'à 2 h après la fin du match.

**Article 7** – Dans les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R143-12 du code de la construction et de l'habitation, l'exploitant met à disposition du public une solution pour la désinfection des mains conforme à la norme EN 14476.

**Article 8** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 9** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au lundi 10 janvier 2022 inclus.

**Article 10** – Conformément aux dispositions prévues à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 11** – Madame la sous-préfète, directrice de cabinet, Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de l'arrondissement de Rennes, Messieurs les sous-préfets des arrondissements de Saint-Malo, Fougères-Vitré et Redon, Mesdames et Messieurs les maires des communes d'Ille-et-Vilaine, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 21 décembre 2021

Pour le préfet, et par délégation,  
le secrétaire général,

A blue ink signature of Ludovic Guillaume, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line extending to the right.

Ludovic GUILLAUME

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Rennes, le 16 décembre 2021

Direction générale

Affaire suivie par : Anne-Briac BILI  
Tél. : 02.22.06.72.52  
Mèl. : anne-briac.bili@ars.sante.fr

Monsieur le Préfet de région  
Préfecture de région  
3 avenue de la Préfecture  
35 000 RENNES

**Objet : Avis DGARS – Mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine**

Monsieur le Préfet,

Je fais suite au courriel en date du 16 décembre 2021 par lequel vous sollicitez l'avis de l'agence régionale de santé Bretagne, dans le cadre de la prescription des mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Les données épidémiologiques communiquées par la cellule régionale de santé Publique France **confirment une dégradation continue de la situation sanitaire.**

**En Bretagne, le taux d'incidence (TI) des infections SARS-Cov-2 s'élève à 296,4 cas pour 100 000 habitants. Dans le département d'Ille-et-Vilaine, le taux d'incidence s'élève à 352,6 cas pour 100 000 habitants.**

Parallèlement, **l'activité hospitalière reste soutenue associée à une reprise des admissions avec 463 patients hospitalisés pour covid-19 en région dont 56 en service de réanimation, Dans le département d'Ille-et-Vilaine, 183 patients sont hospitalisés dont 25 en service de réanimation.** Face à la pression hospitalière, le plan blanc régional a été déclenché jeudi 16 décembre.

Les données observées confirment ainsi **une circulation active du SARS-Cov-2 sur l'ensemble de la région.**

Dans ce contexte sanitaire, **il est primordial de maintenir l'adhésion aux gestes barrières à un haut niveau, compte tenu de l'intérêt de ces mesures pour limiter la circulation du**

6 place des Colombes  
CS 14253  
35000 Rennes Cedex



**SARS-CoV-2 et des autres virus hivernaux et préserver le système de soins.**

**Cela nécessite, en plus des mesures liées à l'obligation du port du masque, de prévenir tous les rassemblements importants de population qui ne sont pas compatibles avec le maintien des gestes barrières et donc propices à la circulation du virus, notamment lorsque ces rassemblements n'observent aucun protocole sanitaire.**

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet de département, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Directeur général  
de l'Agence régionale de Santé Bretagne,

Stéphane MULLIEZ